



MINISTÈRE DES SPORTS

# THÈME 1

## ENGAGEMENT DES FEMMES DANS LES INSTANCES SPORTIVES ET L'ENCADREMENT

LES PRINCIPAUX AXES DE TRAVAIL DU MINISTÈRE SUR CES SUJETS  
SONT LES SUIVANTS :

**La loi du 4 août 2014** a constitué une avancée majeure dans l'introduction progressive du principe de parité dans les instances de gouvernance des fédérations sportives agréées. Le dispositif législatif dynamique a mis fin à un mécanisme statique qui consistait à féminiser les instances dirigeantes en fonction de la proportion de licenciées. Il prévoit une étape préalable avant l'obligation de parité, prévue en 2021. Ainsi, pour les fédérations sportives dont la proportion de femmes est supérieure ou égale à 25 %, vous avez prévu une représentation minimale de 40 % de femmes. Pour les fédérations dont la proportion de femmes est inférieure à 25 %, une représentation minimale de 25 % des postes est obligatoire.

Les dispositions de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes se sont appliquées pour la première fois en 2017 à l'occasion du renouvellement des instances dirigeantes des fédérations sportives.

La majorité des fédérations concernées ont mis en conformité leurs statuts avec ces dispositions. À ce jour sur les 110 fédérations sportives (34 olympiques, 53 non olympiques et 23 multisports) seules 7 fédérations sportives ne se sont pas mises en conformité avec la loi.

Suite à l'ensemble des élections fédérales pour la période 2017-2020, le taux de féminisation de l'ensemble des instances dirigeantes des fédérations sportives agréées est passé de 26,5 % en 2013 à 35,3 % au 1<sup>er</sup> juin 2018. Des progrès restent encore à faire sur l'accès aux postes clés tels ceux des présidents parmi lesquels on ne trouve que 14 femmes pour 114 fédérations sportives agréées.

**4 fédérations sportives notamment, présentent des « bonnes pratiques » en matière de féminisation, en ce qu'elles ont déjà instauré la parité femmes/hommes au sein de leur comité directeur fédéral.** Il s'agit de l'athlétisme, du handball, de la boxe française et de la Montagne et escalade.

**Les 14 femmes présidentes de fédérations sportives sont :** Isabelle LAMOUR FF d'escrime, Martine CANO FF de cyclotourisme, Brigitte SCHLEIFER FF Football américain, Anne-Lise PERRET FF de joute et sauvetage nautique, Véronique GENSAC FF vol libre, Nadia AIDLI FF double dutch, Patricia MOREL FF EPGV, Betty CHARLIER FF sports pour tous, Emmanuelle BONNET-LOULALDJ FSGT, Brigitte JULLIEN Fédération sportive de la police nationale, Brigitte LINDER Fédération nationale du sport en milieu rural, Françoise BOUVIER Union nationale sportive Léo Lagrange, Guilaine WESTELINCK FF Handisport, Véronique MOREIRA USEP.

**Par ailleurs une des mesures proposées dans le PJJ sport (prévu pour printemps 2020) consiste à poursuivre la féminisation des instances dirigeantes fédérales jusqu'au niveau local**

La mesure envisagée a pour objectif **d'étendre cette représentation aux instances dirigeantes des organes déconcentrés des fédérations et de leurs clubs affiliés.** A savoir au niveau régional avec les ligues et comités régionaux des fédérations, au niveau départemental avec les ligues et comités départementaux et au niveau local avec les clubs affiliés.

**La dynamique de féminisation des fédérations sportives a aussi été renforcée par la mise en place de plans de féminisation des fédérations** qui sont intégrés depuis 2012 dans les conventions d'objectifs avec le ministère. Ces plans ont amené chaque fédération à adopter des objectifs en matière de parité dans les instances de gouvernance déconcentrées et de développement de la pratique pour toutes et tous, notamment pour les femmes résidant dans les quartiers de politique de la ville. Ils prévoient aussi des objectifs relatifs à la médiatisation du sport féminin et à l'accès des femmes aux fonctions d'arbitrage, aux jugements techniques et à l'encadrement technique bénévole ou rémunéré.

En 2017, 89 fédérations sportives sur un total de 114 étaient dotées d'un plan de féminisation spécifique.

**Le ministère agit également pour une féminisation de l'encadrement technique, c'est notamment le cas des cadres dirigeants des Directions techniques nationales (DTN).** Les formations ont été généralisées pour animer un réseau, afin de constituer un vivier de hauts potentiels féminins. Pour autant, on ne compte que 14 femmes DTN. Comme partout dans la société, nous constatons que la place des femmes évolue, mais que la dernière marche reste difficile à franchir. Ces chiffres ne sont pas suffisants, mais nous progressons tout de même et nous avons l'intention de contribuer à créer les conditions de l'égalité d'accès pour ces hauts postes.

Fédération française de hockey sur glace	Christine	DUCHAMP
Fédération française d'équitation	Sophie	DUBOURG
Fédération française d'escrime	Laurence	VALLET-MODAINE
Fédération française de lutte	Virginie	THOBOR
Fédération française de volley	Axelle	GUIGUET
Fédération française de course d'orientation	Marie-Violaine	PALCAU
Fédération française de cyclotourisme	Isabelle	GAUTHERON
Fédération française de la randonnée pédestre	Fabienne	VENOT
Fédération française de spéléologie	Marie-Hélène	REY
Fédération française de la retraite sportive	Sylvie	KINET
Fédération sportive et culturelle de France	Laurence	SAUVEZ
UCPA SPORT VACANCES	Laure	DUBOS (FAISANT FONCTION DE)
Fédération sportive des ASPTT	Magali	ANDRIER
Fédération française du sport adapté	Marie-Paule	FERNEZ

**Des réseaux de femmes dirigeantes sont également constitués**, afin de les aider à s'affirmer aux postes de dirigeants. Ces réseaux bénéficient de l'expertise de l'association *Femix'Sports*, qui a déployé des modules d'accompagnement spécifiques (« Réussir au féminin » et « Demain, réussir en mixité »). En effet, il est important d'assurer la prise de responsabilité des femmes afin d'enraciner la mixité.

La Conférence permanente du sport féminin est venue consolider cette dynamique, dont l'impératif a été réaffirmé lors du Comité interministériel aux droits des femmes du 8 mars 2018, à travers l'objectif « Promouvoir l'accès aux pratiques et aux responsabilités culturelles et sportives ». La grande conférence conduite en 2016 sur le sport professionnel a mis en évidence la nécessité d'obliger l'ensemble des parties prenantes du sport à s'emparer collectivement du sujet. C'est l'enjeu de la Conférence permanente du sport féminin, créée par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2017 sur l'éthique du sport. Cette instance, composée de représentants du monde sportif, de l'État, d'acteurs économiques, de médias ou d'élus de collectivités territoriales, a vocation à suivre l'évolution des pratiques sportives des femmes, à faciliter la professionnalisation du sport au féminin et à favoriser sa médiatisation. Elle contribue à structurer les politiques publiques dans ce domaine. La secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, en est membre de droit.

Plusieurs groupes de travail s'emparent aujourd'hui des thématiques suivantes : le développement des pratiques sportives, l'accès aux responsabilités et à la médiatisation, et l'économie du sport féminin.

## PROGRAMME D'HÉRITAGE DES JOP 2024 POUR L'ÉTAT

Le programme d'héritage de l'État a été élaboré en étroite concertation entre le ministère des sports et l'ensemble des autres ministères sous la coordination du Délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques (DIJOP), qui a organisé entre début février et fin mai 2019. Tous les ministères ont ainsi été successivement invités à présenter des « fiches mesure ».

**Le programme d'héritage est structuré en 4 axes, 24 thématiques et 171 mesures (dont les 6 sur la thématiques « égalité femmes-hommes »).**

- Faire des grands événements sportifs un exemple en matière d'égalité femmes-hommes
- Contribuer à la professionnalisation du sport féminin
- Accroître la mixité de la pratique sportive dans les catégories jeunes notamment et plus globalement de la pratique sportive féminine
- Accroître la médiatisation du sport féminin, qui favorise la pratique sportive et l'attractivité économique des compétitions
- Féminiser l'arbitrage dans le sport
- Renforcer l'égal accès des femmes et des hommes aux instances dirigeantes à tous les échelons de l'organisation fédérale du sport

Une réunion interministérielle fixée en novembre et placée sous la présidence du Premier ministre, a pour objectif d'annoncer une vingtaine de mesures emblématiques et ambitieuses incarnant le programme d'héritage des JOP 2024 pour l'État.